

Toujours davantage de médecins mais moins d'accès aux soins

SANTÉ La statistique 2025 de la FMH met en évidence une incohérence: un système en croissance mais structurellement dépendant de l'étranger et déséquilibré dans ses prises en charge de premier recours

ANNICK CHEVILLOT, BERNE

La Suisse soigne davantage, mais elle soigne surtout grâce aux autres. C'est le constat, désormais récurrent, qui ressort de la dernière statistique médicale publiée hier par la Fédération suisse des médecins (FMH). Le système de santé helvétique s'appuie de manière structurelle sur des médecins formés à l'étranger, alors que, dans le même temps, le nombre de praticiens continue d'augmenter.

«Il est urgent de lancer une offensive en faveur de la formation [...] et d'offrir des conditions de travail compatibles avec la vie de famille»

CHRISTOPH BOSSHARD, VICE-PRÉSIDENT DE LA FMH

En 2025, 44612 médecins exerçaient en Suisse, soit une hausse de 5% par rapport à 2024. Une dynamique positive pour la faïtière des médecins, mais insuffisante à masquer les tensions profondes qui traversent la profession. La croissance des effectifs ne permet pas de compenser le vieillissement des praticiens: un quart des médecins en activité ont aujourd'hui 60 ans ou plus. Une proportion qui annonce une vague de départs à la retraite dans les années à venir, sans garantie de relève suffisante.

Le premier recours sous tension

Dans ce contexte, la Suisse dépend toujours plus de l'étranger pour soigner sa population. Plus de 43% des médecins en exercice ont obtenu leur diplôme hors du pays. Et cette dépendance ne se limite pas au volume global de praticiens: elle structure aussi le renouvellement des spécialistes. En 2025, plus de la moitié des nouveaux titres de spécialiste fédéraux ont été délivrés à des médecins titulaires d'un diplôme étranger. A cela s'ajoutent encore plus de 1500 reconnaissances de titres étrangers. Autrement dit, une part importante de la médecine spécialisée suisse repose déjà sur des parcours effectués ailleurs.

La densité médicale globale reste, en apparence, solide: 4,2 équivalents plein-temps pour 1000 habitants, un niveau comparable à celui des pays voisins. Mais cette moyenne nationale masque des déséquilibres importants. C'est surtout la médecine de premier recours qui concentre les tensions. Avec seulement 0,9 équivalent plein-temps pour 1000 habitants, la capacité de prise en charge des patients en cabinet de famille est sous pression.

Consultations difficiles à obtenir

Sur le terrain, les effets sont déjà visibles. «Un tiers des cabinets de médecine de famille n'acceptent plus de nouveaux patients», selon la FMH. Derrière ce chiffre se dessine une réalité concrète: des délais de prise en charge qui s'allongent, des consultations plus difficiles à obtenir et une médecine de proximité qui perd en accessibilité.

Cette tension s'ajoute à une organisation du travail médical déjà sous forte contrainte. En moyenne, les médecins travaillent environ 43 heures par semaine. Un volume souvent considéré comme du «temps partiel» par la profession elle-même, mais qui contraste fortement avec les standards du marché du travail suisse. Le fossé entre les attentes des jeunes générations et la réalité du terrain se creuse, en particulier autour de la question de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Face à cette accumulation de tensions, la FMH appelle à des mesures structurelles, comme le souligne Christoph Bosshard, spécialiste en chirurgie orthopédique et traumatologie de l'appareil locomoteur et vice-président de la FMH, dans le Bulletin des médecins, «la Suisse risque d'être confrontée à une pénurie de médecins sans précédent. Afin de garantir l'avenir de la prise en charge médicale, il est donc urgent de lancer une offensive en faveur de la formation, de juguler la bureaucratie et d'offrir des conditions de travail compatibles avec la vie de famille.» La faïtière plaide également pour une augmentation du nombre de places d'études en médecine humaine, ainsi qu'un renforcement des postes de formation postgraduée en cabinet, afin de favoriser l'installation en médecine de premier recours.

Derrière les chiffres en hausse, la couverture médicale apparaît donc sous pression. Elle tient encore, mais au prix d'un équilibre fragile, largement dépendant de la formation médicale étrangère et d'un engagement professionnel élevé des praticiens en place. Une situation qui interroge, à moyen terme, la capacité du pays à assurer de manière autonome l'accès aux soins, en particulier dans la médecine de premier recours. ■